



Solikon 2015

10-13 Septembre

Impressions et commentaires des membres du CoCo RIPESS EuRope

Dans le présent document, le Comité de coordination du Ripess Eu a essayé de mettre en évidence certaines des principales questions et des résultats issus du Congrès de l'économie solidaire Solikon à Berlin et de l'Assemblée générale. Tous les membres sont invités à ajouter et à contribuer et ainsi à enrichir notre discussion et aider à formuler une voie stratégique pour le réseau dans les prochaines années.

Donc, dans l'ordre chronologique, voici nos commentaires aux riches discussions qui ont eu lieu.

Jeudi 10 septembre - en fin d'après midi

Plénière d'ouverture

Josette Combes (MES) donne une tonalité offensive au Congrès: de TINA ("There is no alternative") il n'en est pas question. Il existe des voies alternatives et d'ailleurs nous les portons !

*"Que nous soyons investis sur une ou plusieurs des thématiques que ce Congrès va explorer, nous partageons me semble-t-il une même conviction: **il existe des alternatives à la gabegie actuelle des ressources, à la financiarisation délirante de l'économie, à la démesure qui caractérise les sociétés dites développées quand toute une partie de la planète souffre de privation.** Privation de nourriture, d'eau, d'abri, de soins sanitaires, d'éducation et bien sûr de liberté. Liberté d'expression, de circulation, liberté de vivre, simplement, dans un pays pacifié où règnent la loi commune et les droits de l'homme. Sans oublier qu'à l'intérieur même de nos poches d'opulence des pans entiers de la vie économique et sociale s'effondrent propageant misère et désespoir et par contiguïté assombrissant l'avenir pour la majorité des citoyens.*

C'est pour organiser les résistances à toutes les dérives d'un modèle économique et social absurde que l'Economie Solidaire et les alternatives fleurissent de plus en plus partout dans le monde. Pour une définition à minima, on dira qu'il s'agit de l'ensemble des initiatives citoyennes de

création d'espaces économiques, culturels, sociaux basés sur la démocratie, la justice sociale et la vigilance écologique.

L'Economie solidaire est un mouvement politique au sens noble, c'est à dire qui se préoccupe du bien commun et de la bonne gestion de la vie collective. On y préconise l'égalité des personnes qui ont voix au chapitre sur tout ce qui les concerne et au premier chef la façon dont s'agencent la vie sociale et les relations entre les humains".

[Texte complet sur le site](#) du RIPESS Europe.

Jeudi 11 et Vendredi 12 septembre / toute la journée

Atelier de rédaction de la Charte européenne de URGENCI

URGENCI Europe a tenu une réunion de 2 jours avant et dans le cadre de Solikon. Il fait partie d'un processus de la durée d'un an et financé par l'UE pour la rédaction d'une charte commune sur l'Agriculture soutenue par la communauté. Il s'appelle Terrain Commun. Ce processus important est une dynamique qui permet aux membres de 20 pays différents de l'UE de travailler sur les valeurs partagées et les concepts qui nous unissent malgré les nombreuses différences culturelles et structurelles au sein des différents pays. Avec une large participation, URGENCI couvre toutes les zones géographiques de l'Union européenne: Nord, Sud, Est et Ouest. La dernière réunion aura lieu en 2016.

Vendredi 11 septembre / Matin

Panorama de l'Economie Solidaire en Europe

L'objectif de cette réunion était de partager le travail et les objectifs généraux du Panorama de l'Economie Sociale et Solidaire en Europe avec les participants du Congrès et d'impliquer de nouvelles personnes / organisations dans le travail. Bien que plusieurs pays ont participé depuis le début, seuls quelques-uns ont vraiment commencé à travailler dessus (Grèce et France principalement), tandis que dans d'autres pays, il y a des projets ou des initiatives de recherche qui ont été contactés et où le partage de méthodologies est en cours (tel que Catalise au Portugal et d'autres initiatives en Espagne et en Italie - eg. L'Italia che cambia). On espère que cela va amener à coopérer et à partager les résultats, ainsi qu'à travailler ensemble sur l'analyse.

Il y a aussi plusieurs projets de cartographie, qui peuvent être complémentaires au Panorama: le Transformap (principalement Autriche-Allemagne) et l'évolution des standards d'interopérabilité ESSGlobal avec les technologies du web sémantique (Open Linked Data), qui ont été illustrées par Mariana Malta du Politechnique de Porto, Portugal. Un autre outil important pour améliorer le travail de recherche et d'analyse est la collection et l'organisation de documents sur l'ESS, qui est actuellement effectuée par Socioeco.org, comme l'a expliqué Françoise Wautiez, avec des axes thématiques et une collection de 4000 documents maintenant en 6 langues. Enfin, Monica Di Sisto, du projet Européen SSEDAS, qui couvre presque toute l'Europe (23 pays dans l'Union et 8

extra européen, y compris le Brésil) et qui a pour objectif la recherche dans 46 territoires européens des initiatives qui représentent le mieux l'ESS, la formation et des activités de sensibilisation. Ce projet a adopté l'enquête Panorama pour leur travail et ils partageront également les résultats avec le groupe Panorama du RIPESS.

Le Panorama est sans aucun doute une initiative ambitieuse et sera toujours en cours et en redéfinition; mais nous avons besoin de consolider des partenariats, de renforcer l'engagement des membres de RIPESS et d'avoir une bonne connexion avec l'accadémie et des centres de recherche sur l'ESS, ainsi qu'avec toutes les activités d'échanges entre pairs sur le terrain. Il y a certainement place pour une politique publique qui pourrait aider à mettre en œuvre le Panorama dans différentes régions en Europe et au-delà, mais pour le moment il faut marcher avec nos forces combinées.

Atelier académie

[Référénts: J.L. Laville, R. Roque Amaro, Conseil Consultatif]

« Economie Sociale, Economie Solidaire, Entreprises Sociales, Social Business... »

Tout cela serait la même chose et utilisé indifféremment dans des documents de l'Union Européenne qui ne serait pas si innocente dans cette persistance à ne pas vouloir voir de différence entre ces différents concepts.

C'est en tout cas l'avis des membres du Conseil Consultatif du RIPESS Europe qui ont apporté un éclairage historique permettant de décrypter les enjeux politiques du moment.

Pour Jean-Louis Laville (CNAM Paris), on peut distinguer plusieurs temps de la construction des rapports entre Etat et marché .

- Au milieu du 19^{ème} siècle, avec l'apparition du mouvement associationniste, ce sont de nouvelles formes de solidarités qui apparaissent au détriment des formes plus anciennes de charités portées par les églises ;
- Dans la 2^{ème} moitié du 19^{ème} siècle avec l'idéologie du progrès et l'accumulation des richesses on aborde la pauvreté comme un phénomène moralement inacceptable qu'il faut techniquement combattre. On n'aborde pas le politique. Réduire la pauvreté (morale) ce n'est pas s'attaquer aux inégalités (politique) - on voit d'ailleurs encore aujourd'hui que dans les objectifs du Millénaire la pauvreté n'est abordée que sous cet angle philanthropique ;
- Le début du 20^{ème} siècle voit l'instauration de l'Etat Social. On organise la redistribution par des mécanismes publics,
- Après la 2^{ème} guerre mondiale, l'idéologie du Progrès s'essouffle et de nouveaux mouvements sociaux apparaissent et/ou se renforcent (féministes, écologistes,...). Ils critiquent le système économique (non-durable) et de redistribution (qui ne voit que des bénéficiaires et non des usagers) ;
- Avec la fin des années 80 vient le temps des innovations sociales et des alternatives d'économie solidaire avec un triple questionnement :
 - o Qu'est-ce qu'on produit ? est-ce en phase avec les besoins réels de la société ?

- o Qu'est-ce que l'économie ? Il y a confusion entre économie et marché (cf. Polanyi).
- o Quel changement voulons-nous ? C'est le retour de la dimension politique (cf. Arendt, Habermas) avec une volonté de transformation sociale. Dans l'entreprise, l'innovation sociale n'a qu'une visée fonctionnelle (technologique, organisationnelle et gains de marchés).

C'est le débat (caché) aujourd'hui en ce début de 21^{ème} siècle : voulons-nous une innovation sociale transformatrice (projet de l'économie solidaire) ou de relance de croissance dans l'entreprise ? La 2^{ème} vision, chère aux néolibéraux (Hayek, Friedman) et à la Commission Européenne, se base sur la concurrence, la limitation de la démocratie, l'affaiblissement de l'Etat et des initiatives autonomes de la société civile. On admet les initiatives de "venture philanthropy" et de social business, avec des outils comme les Social Impact Bond, comme des formes de capitalisme social.

C'est selon Jean-Louis Laville, une des fonctions du RIPESS, que de visibiliser et mettre sur la place publique ce débat engageant sur notre vision de la société.

Pour Rogerio Amaro (Université de Lisbonne), les innovations de l'économie solidaire portent 3 valeurs qui furent fondatrices, puis oubliées, de l'économie sociale :

- L'économie n'est pas l'économie de marché,
- Une vision émancipatrice de la solidarité,
- La démocratie interne.

Il distingue 4 niveaux d'innovations : épistémologiques (systémiques, écocentriques et cooperatives), théoriques (en se référant aux 9 principes de l'économie solidaire élaborés en Macaronésie (Madère, Canaries, Cap Vert et Açores)), politiques et pratiques.

Le Conseil Consultatif va préparer un texte sur Innovations sociales et économie solidaire qui sera soumis aux membres du RIPESS Europe avant fin 2015.

Elaboration du texte stratégie de RIPESS Europe

[Eric L., Berenice D., Judith H.]

L'atelier a eu une bonne participation, avec plusieurs nouveaux membres ou membres potentiels et la présence de quelques représentants du conseil d'administration de RIPESS Intercontinental.

Le texte élaboré durant l'année par le Groupe de Travail Stratégique a été remodelé avant sa présentation en Assemblée Générale [il sera envoyé en bref]. Il comporte 3 parties: les alliances entre mouvements, nos rapports avec les institutions et une partie plus conceptuelle distinguant économie de marché, économie sociale de marché et économie solidaire.

Il ressort de la discussion qu'il nous faut renforcer ce texte politique sur la dimension Ecosol et Droits Humains. Toutes les remarques et ajouts discutés pendant la séance sont en train d'être intégrés au document final. Celui-ci servira ensuite à construire un document programmatique qui en reprendra les objectifs.

Vendredi 11 septembre / Après-midi

Assemblée Générale du RIPESS Europe

L'Assemblée générale cette année, comme prévu, a été plus un événement de communication pour RIPESS EU, à l'intérieur du contexte de la Conférence. La plupart des personnes dans le Comité de Coordination (ainsi que certains membres qui ne font pas partie de celui-ci) ont été impliquées ou responsables des ateliers ou des séances plénières – le RIPESS UE a ainsi eu beaucoup de visages. Mais en même temps, les travaux préparatoires sur chacun d'eux ont été perçus comme pas suffisamment partagés comme une œuvre « chorale ». Cela dit, l'Assemblée générale elle-même a compressé en moins de 4 heures de nombreuses questions impliquant les membres en différentes capacités. Au-delà des pièces officielles (rapport d'activité, rapport financier, etc.), des discussions ont eu lieu autour de la stratégie et la planification / perspectives et il y a eu un consensus général autour de la plupart des propositions. Une réaction du public sur le schéma concentrique convergences: lui préférer un schéma en fleur avec pétales..

L'équilibre des espaces et des temps pour les interventions qui n'ont pas été une partie des travaux jusqu'à maintenant (comme la présentation de [GSEF 2016](#) ou du [projet Européen SSEDAS](#)) n'était peut-être pas adéquat, laissant peu de temps pour la discussion en assemblée et pour la présentation pour les élections de renouvellement du Comité de Coordination.

Les 7 nouveaux membres – Autre Terre (BE), Ecosol (FR), Ensie (BE), Solidarity 4 All (GR), Good Economy Platform (CR), Institute for Solidarity Economics (UK), Spread-i (UK) - sont le résultat positif du travail accompli au cours de la dernière année, ainsi que les contacts et perspectives avec d'autres membres qui pourraient s'unir au réseau dans un proche avenir.

Le travail sur le renforcement de la stratégie a été participatif et le document qui en résulte est un bon point de départ d'un processus en cours pour amener plus de membres à discuter et exprimer leurs attentes et les priorités du réseau européen. Nous pouvons percevoir deux approches: le plaidoyer / "transformation" (changement de paradigme) axé sur le premier et l'intercoopération entre membres dans le second. Les deux approches sont complémentaires et peuvent aussi bien fonctionner en même temps, mais il est nécessaire d'avoir une interaction plus dynamique qui permette différentes façons de participer dans le réseau (étant donné que les groupes de travail existants et proposés n'ont pas reçu beaucoup de commentaires des participants).

La suggestion est d'avoir un sondage (plus les entrevues de suivi) auprès des membres sur trois dimensions: ce qu'ils font et qu'ils aimeraient partager avec les autres membres / réseaux; ce qu'ils aimeraient faire avec d'autres membres du réseau ; ce qu'ils voudraient que RIPESS EU en tant que tel fasse.

D'autres questions sont apparues, telles que la relation entre l'ESS et les droits de l'homme et la nécessité d'un Observatoire de l'ESS en Europe. Deux propositions ont été votées pour que le RIPESS EU soutienne les campagnes contre les accords commerciaux comme le TTIP et celles sur le changement climatique (en connection avec la COP21), avec un consensus général.

Samedi 12 Septembre / Matin

Plénière Convergences

Avec Michel Bauwens (P2P Foundation), Nina Treu (Décroissance), Victor Messeguer (Social Economy Europe), Pat Conaty (New Economic Foundation), Peter Wesslig (Transition Towns), Christian Felber (Economy for the Common Good), Thoms Dönnebrink (OUI SHARE), Silke Helfrich (Commons Strategies Group), Rudi Dalvai (WFTO) et Jason Nardi (RIPESS).

Pendant les sessions de "fish bowl", d'autres représentants de mouvements se sont unis au débat.

Cette plénière devait poser les bases d'inter-coopérations possibles entre mouvements agissant en faveur d'un changement sociétal. Le premier temps de travail d'inter-connaissance fut un peu fatigant : trop de participants, niveaux de paroles différents (réseau de réseaux, groupes de pression, académiques...), difficulté de déterminer les points communs et les différences.

Après la pause, la dynamique fut plus constructive. Il est clair qu'on ne construit pas une stratégie dans une plénière de travail, mais des ponts sont jetés pour rendre le système économique plus équitable :

- Travailler sur le changement de paradigme économique,
- Penser globalement, sortir des particularismes,
- Echanger nos pratiques,
- Interpeler les politiques avec une parole commune (« ça ne peut plus durer »),
- Mobiliser autour de nous en clarifiant nos enjeux,
- Cartographier nos initiatives,
- Se rassembler lors d'évènements communs pour progresser dans la convergence

Rendez-vous est pris pour organiser un temps de travail plus long pour construire un agenda collectif. A suivre, donc...

Forum de souveraineté alimentaire

ECVC (la Coopération Européenne de la Via Campesina) et Urgenci ont tenu un Forum de souveraineté alimentaire commune à Solikon, à promouvoir l'idée que l'agroécologie et l'économie solidaire sont les vecteurs logiques pour la réalisation du droit à l'alimentation, et que la souveraineté alimentaire ne peut être pleinement atteinte que dans le cadre d'un changement de paradigme.

Le processus de Nyeleni Europe en Europe a fourni l'impulsion pour le développement d'une plate-forme européenne pour ces concepts, et basé sur le succès extraordinaire du Forum Krems Nyeleni Europe en 2011, beaucoup de développement des plateformes nationales se passent actuellement.

Le processus du pilier 2 du processus Nyeleni Europe est largement reporté par Urgenci, et ils ont eu 2 rencontres européennes sur ce sujet depuis 2011. L'interface entre la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire et le rôle de la Via Campesina, Urgenci et RIPESS dans ce domaine a été présenté, ainsi que des exemples concrets territoriales de la Grèce et des Pays Basque. Les principales présentations ont été faites par Ludwig Rumetshofer (Nyeleni Autriche),

Andrea Ferrante et Paula Giaoa (ECVC) et Jocelyn Parot (Urgenci) pour le Nyeleni Forum et Judith Hitchman sur l'interface entre la souveraineté alimentation et l'économie solidaire.

Samedi 12 Septembre / Après Midi

ESS et Politiques publiques (2 séances)

Le propos de ces deux tables rondes, conçues comme une seule en deux phases était de solliciter l'expérience d'acteurs et de responsables d'institutions sur les modalités d'un dialogue entre société civile et responsables politiques pour construire en commun les solutions du futur et notamment favoriser le développement de l'économie solidaire. La première table ronde réunissait Georgia Bekridaki (Solidarity4All, Grèce), Andrea Calori (Equipe technique de la réglementation alimentaire de Milan, Italie), Jordi Via (en charge de l'ESS à la Municipalité de Barcelone, Catalogne), Juan Peris-Mencheta Barrio, assistant parlementaire (MEP Podemos-GUE/NGL, Espagne), Annie Berger, ancienne élue et membre du Réseau des Territoires pour l'Economie solidaire (RTES France).

Georgia Bekridaki a souligné la part importante que Syriza avait joué dans le soutien des initiatives d'économie solidaire, notamment les cliniques sociales avant leur arrivée au pouvoir. L'austérité a déclenché un mouvement d'auto organisation pour faire face aux difficultés. Les initiatives existaient sans soutien public avant l'arrivée au pouvoir de Syriza et le mouvement coopératif et associatif essaie de peser sur les décisions du nouveau gouvernement, mais reste prudent, le tournant récent risquant de retentir sur les choix qui étaient auparavant affichés.

Juan Peris-Mencheta Barrion a présenté l'ESS comme le fondement du programme de Podemos pour renverser la logique ultra libérale qui sévit en Espagne. L'ambition est de soutenir l'ESS tout en facilitant son autonomie par rapport à l'Etat. A l'échelon européen, Podemos a lancé une série de séminaires de travail pour aboutir à la tenue le 28 janvier 2016 d'un Forum européen sur l'ESS.

Jordi Via est en charge de l'ESS pour la nouvelle Municipalité de Barcelone dont la Maire, Ada Colau, est une adepte de la sobriété énergétique et d'une économie alternative à l'économie libérale. Jordi Via espère s'appuyer sur le mouvement de l'économie solidaire très développé à Barcelone notamment grâce à la XES membre du RIPESS pour renforcer le poids de l'ESS déjà très développé en Catalogne.

Andrea Calori est plus particulièrement mobilisé sur les questions de souveraineté alimentaire et de circuits courts. Il est membre de la commission technique de la réglementation alimentaire au sein de la Municipalité de Milan. Le dialogue est loin d'être simple, beaucoup d'enjeux et de lobbying interviennent qui freinent la progression des débats. Ce sont des processus lents et complexes et les membres de la société civile sont sollicités mais leur recommandations ne sont pas toujours suivies.

Annie Berger souligne la relative ignorance de la plupart des politiques de l'intérêt et de la nature de l'ESS, notamment de son caractère de transversalité. Pour être efficace il faut pouvoir adresser toutes les commissions puisque tous les domaines de la vie sont concernés, les aspects écologiques, sociaux, la création d'emploi et la formation, les services et l'agriculture ou les transports. Faire réellement progresser la coordination entre les services municipaux et les

initiatives des citoyens réclame beaucoup de vigilance et d'opiniâtreté pour opérer la médiation entre des services qui ont tendance à travailler de façon cloisonnée, des élus et des citoyens qui se connaissent mal et ne sont pas dans des positions de légitimité équivalente. Par ailleurs le Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire reste relativement isolé en Europe où il n'existe pas d'équivalent à savoir un réseau d'élus de tous niveaux, du local au régional, qui affichent leur volonté de faire progresser l'ESS sur les territoires. Comme conséquence positive de cette table ronde, Jordi Via a invité Annie Berger à transmettre son expérience au cours d'une rencontre organisée à Barcelone sur Municipalisme et ESS à la fin de Octobre.

[Le commentaire sur la deuxième séance sera ajouté à bref].

ESS et les institutions internationales (NN.UU. et l'agenda post-2015)

2015 est un an essentiel pour définir les orientations et les moyens de mise en œuvre de l'agenda international du développement durable (3ème Conférence pour le financement du développement [FDD] en juillet à Addis-Abeba ; adoption par l'ONU des objectifs de développement durable [ODD] en septembre à New York ; Conférence sur le changement climatique [COP21] en décembre à Paris). Le débat, qui a été animée par Jason Nardi (Solidarius - RIPESS EU) et intervenants tels que Schwettmann (de l'OIT - Organisation Internationale du Travail et membre de la Task Force des Nations Unies sur ESS), Claire des Mesnards (Appel mondial à l'Action contre la Pauvreté-GCAP) , Denison Jayasooria (Asian Economie Solidaire Conseil, ASEC - RIPESS Asie) et Yvon Poirier (Secrétaire du Conseil du Réseau canadien de développement économique communautaire CCEDNET - RIPESS Amérique du Nord), centrées sur quoi sont les défis et les possibilités pour étendre la reconnaissance de la contribution de l'économie sociale et solidaire au développement durable. Voici quelques-uns des enjeux, défis et propositions qui ont émergé:

- En 2014, le RIPESS promu un appel de Recommandations de l'Economie Sociale et Solidaire pour l'agenda de développement post-2015; plus de 500 organisations, provenant de 67 pays différents, ont approuvé le document.
- Les ODD ne sont plus dans le cadre du développement international, mais à l'ordre du jour universel. Cela change beaucoup de choses dans une perspective européenne, car il est moins à propos de aider les pays du Sud et plutôt pour une réel cooperation internationale.
- Moyens pour mobiliser les acteurs de l'ESS à participer dans les actions mondiales: rejoindre d'autres processus (groupes d'incubation) qui sont actuellement en formation pour le renforcement des capacités et le monitoring.
- La mobilisation de l'action climatique doit être plus généralisée, impliquant ainsi des acteurs de l'ESS - possibilité de rejoindre la campagne Action 2015: www.action2015.org
- Les pays asiatiques essayent encore de mettre l'accent sur les objectifs économiques et sociaux, mais niant les droits sociaux et politiques et la liberté démocratique. Cela rend le modèle asiatique douteuse, même si certains pays comme l'Indonésie et les Philippines se montrent plus prometteuse vers la démocratisation.
- Nous avons besoin de que tous les gouvernements, et les organisations internationales, soient rendues responsables

ESS et le commerce international

Une des séances plénières qui a attiré le plus de monde au Solikon a été la table ronde sur le commerce international, organisée conjointement par le RIPESS et Solikon. Le panel a été modéré par Monica Di Sisto (Fairwatch), qui est coordinatrice de la campagne italienne contre le TTIP - le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

Brid Brennan de TNI (Trans National Institute) a fait une excellente présentation sur l'importance du travail pour obtenir un traité contraignant sur les droits de l'homme pour les entreprises transnationales ("People's Treaty"). Florent Marcellesi (MEP avec les Verts) a présenté l'importance de nos efforts collectifs dans la lutte contre les traités sur le commerce international comme le TTIP et le TISA et le mécanisme ISDS, alors que Christian Felber (économie du bien commun), a décrit le besoin d'un processus alternatif de « démocratie souveraine », qui conduirait à un « mandat cadre » de négociation d'accords internationaux ou des conventions économiques.

Enfin, Rudi Dalvai (WFTO – Organisation mondiale du commerce équitable) a dit qu'une alliance plus forte entre commerce équitable et d'autres pratiques alternatives au marché économique dominant est plus que jamais nécessaire. C'était assez clair que les économies solidaires, y compris le commerce équitable, sont le seul cadre qui puisse fournir une alternative fondée sur les droits, dans la conjoncture économique actuelle de prédominance néolibérale.

La question pour le RIPESS Europe est comment mieux impliquer ses membres dans la reconnaissance de ces questions de politique internationale, dans le cadre de leurs ordres du jour et quelles formes d'actions concrètes et des alliances peuvent être facilités.

Dimanche 12 septembre

Médias et Economie Solidaire

Le dimanche matin, deux activités ont été consacrées à la communication et les media en rapport avec l'ESS: le séminaire, co-organisé avec Taz magazine (partenaire média de Solikon), "Changeement: le rôle des médias" et l'atelier « La communication pour la transformation », axé sur le partage des expériences et propositions. Ce sujet est habituellement traité comme une question secondaire, bien que son importance est cruciale non seulement pour la visibilité de l'économie solidaire dans ses manifestations concrètes (nous avons des histoires, mais peu de médias ou sources d'information dédiés), mais aussi pour l'intégration dans l'ESS de la presse coopérative et indépendante - et sa durabilité. Pour ça il faut construire une alliance avec les médias "alter-economiques" qui existent dans plusieurs pays.

Environ 20 personnes étaient présentes lors de l'atelier, permettant un bon échange. La présence de Pietro Raitano, du média coopératif italien "Altreconomia" et de Mariana Vilnitsky, de la revue "Alternativas Economicas" en Espagne (liée à "Alternatives Economiques" en France), ainsi que les personnes du journal quotidien Taz (Konny Gellenbeck) et d'autres médias allemands, a conduit la conversation à des collaborations possibles entre les médias et les réseaux d'économie solidaire et sur comment améliorer la visibilité de l'ESS en Europe. Deux propositions principales ont ainsi été

faites: créer un réseau des médias “alter-economiques” existants avec le RIPESS Europe - afin de favoriser le partage d’expériences et les collaborations - et faire une première rencontre pour rassembler au moins un média par pays, en avril 2016, hébergé par Taz à Berlin et co-organisé avec le RIPESS Europe.

Séance plénière de clôture

Étapes vers la transformation / d’autres façons de faire existent

Comment mieux diffuser nos pratiques de solidarité et de réseaux de coopération pour améliorer notre impact et notre influence et comment mieux relier nos luttes et apprendre de l’Europe du Sud?

Pour Eric Lavillunière (EL), coordinateur général du RIPESS Europe, la réponse à ces questions se trouve dans les productions issues des plénières et ateliers de ce Congrès. Si on veut vraiment changer le monde, il faut commencer par changer nos comportements: c’est avec la participation de tous et toutes que nous construirons les meilleurs chemins et les étapes en suivant quelques leaders (plus ou moins) inspirés. Il voit 4 dimensions majeures dans ces processus de changement :

- Une transformation intérieure

On ne peut changer le monde si on ne change pas soi-même. Il faut s’interroger sur nos relations interpersonnelles et notre rapport au pouvoir. Nous devons être capables de ne pas reproduire dans le mouvement social les logiques de domination (patriarcales) héritées du système éducatif, de l’entreprise et des médias mainstream.

- Consolider nos mouvements et affirmer nos identités

Les aspirations du terrain de faire mouvement, de construire une parole politique collective et organiser une stratégie globale sont en décalage avec les ressources que nous sommes capables de mobiliser pour mettre ces processus en œuvre. Il nous faut nous concentrer pour renforcer nos plateformes nationales et européennes de représentation.

- Rassembler les forces européennes de l’économie sociale et solidaire (ESS) engagées dans la transformation sociale

Le député européen Sven Giegold, se plaint de la multitude des représentations de l’ESS à Bruxelles. Mais pour E.L., il y a Social Economy Europe, Cooperatives Europe et le RIPESS Europe qui sont réellement des forces représentatives de réseaux de réseaux de l’ESS. Les autres ont certainement leur utilité mais ne peuvent pas être considérées sur le même plan.

- Gagner en visibilité et lisibilité

La diversité de l’ESS rend son message inaudible. Elle n’a pas de projet commun. C’est dans le rassemblement des forces du changement sociétal qu’on pourra être audible et apparaître aux yeux de l’opinion publique comme une alternative concrète en mouvement.

- S'élargir

Solikon réunit des personnes convaincues. On peut constater avec joie que nous sommes nombreux. Mais pas encore au point comme mouvement majoritaire dans la société. Nous devons convaincre que le changement collectif ne se fait pas au détriment du bonheur individuel.

E.L. espère que Solikon sera un moment historique dans la construction de forces collectives agglomérées pour construire une Europe et un monde plus solidaire et équitable.

Dans la discussion Sven Giegold constate la toute-puissance des lobbyistes qui défendent leurs intérêts au détriment d'une Europe plus solidaire. Il nous incite à prendre des initiatives pour remettre l'ESS au cœur de l'agenda européen en suggérant une pétition européenne qui recueillirait suffisamment de signatures.

Certainement une idée à travailler